



# RAPPORT ANNUEL

2002-2003



Photo : STOCK / Normand Blouin



Le Centre international de solidarité ouvrière

Nouvelle adresse, à partir de juillet 2003  
565 rue Crémazie Est, suite 3500  
Montréal QC H2M 2V6

Téléphone : (514) 356-8888 • Télécopieur : (514) 356-0475 • Courriel : [ciso@cam.org](mailto:ciso@cam.org) • Site Internet : [www.cam.org/~ciso](http://www.cam.org/~ciso)

## Mieux comprendre pour mieux agir



L'an dernier, dans le cadre du rapport annuel, je faisais le point sur les signes importants de mondialisation des solidarités que nous observions dans la société québécoise, dans les Amériques et dans le monde entier.

Je crois que nous pouvons affirmer que nous avons continué dans cette lancée.

La mobilisation jamais vue observée à Montréal et dans les autres grands centres du Québec dans le cadre de l'annonce de la guerre en Irak en est en effet une manifestation éclatante. Quelques 250 000 personnes se sont retrouvées dans la rue pour dire non à la guerre, non au gouvernement états-unien qui cherche à imposer par la force et en dépit du désaccord des institutions internationales que les nations se sont données, sa vision de la " démocratie ". Ce même gouvernement veut maintenant reconstruire, avec le pétrole des Irakiens, et en accordant des contrats à ses grandes entreprises, ce pays qu'il a d'abord détruit en permettant aux compagnies d'armements de réaliser des profits énormes.

Le CISO a été très actif dans le cadre de cette mobilisation. Il a participé à la fondation et aux actions du *Collectif échec à la guerre*, qui a organisé ces activités et bien d'autres (pétition, lettres, boycott, etc). Le site web du CISO y a d'ailleurs fait écho, pour susciter une participation active des membres.

De plus en plus, l'opinion publique d'ici est sensible à ces enjeux. Je crois sincèrement

que les efforts du CISO, comme ceux d'autres organisations telle la coalition *Comprendre et agir pour une paix juste*, initiée par l'AQOCI, ou d'autres ONG, pour faire comprendre les enjeux et les motivations des politiques étrangères des États, est la condition première et l'ingrédient fondamental de la mobilisation que nous avons observée.

Les stages que le CISO organise, qu'il s'agisse de stages de jeunes au Burkina Faso ou au Mexique, ou de stages de militantes et militants syndicaux en Haïti, à Cuba ou au Mexique, concourent au même objectif : comprendre, qui constitue un ingrédient essentiel à la construction de la solidarité, puis agir : partager, s'engager dans la construction d'un monde plus solidaire.

Les projets de coopération que nous menons au Mexique et à Cuba vont dans le même sens : appuyer solidairement la formation des travailleuses et travailleurs, afin de leur permettre d'être mieux outillés pour faire valoir leurs droits et développer la solidarité au Sud comme au Nord. C'est dans ce cadre que nous avons reçu au Québec deux travailleurs mexicains de la multinationale Johnson & Johnson, dont le syndicat a réussi à négocier une véritable convention collective, une des premières dans les maquiladoras. Cette réussite, nous la devons au travail acharné du CETLAC (Centre d'études et de formation sur le travail) que nous appuyons depuis quelques années.

Un autre rendez-vous nous attend à très court terme. C'est la négociation de la ZLEA, dont l'échéancier est fixé à 2005. Le CISO a

produit et diffusé une session de formation spécifique sur cet enjeu crucial pour l'avenir des Amériques. Beaucoup de nos syndicats et fédérations membres ont reçu ou donné cette formation, puisque nous avons formé un bassin d'une cinquantaine de personnes formatrices, pour les outiller en vue d'agir comme personnes multiplicatrices dans leur milieu. Grâce à cet outil, le CISO a également contribué à la formation de formatrices et de formateurs au sein d'une trentaine de groupes communautaires et d'ONG de coopération internationale du Québec.

Nous avons aussi complété cinq capsules vidéo et des fiches thématiques complémentaires qui appuient et renforcent les sessions de formation. Le lancement de ces captivants outils additionnels, disponibles au CISO, a été fait dans les locaux de la FTQ au début d'avril.

Un forum Québec-Canada-Premières Nations est en préparation pour l'automne 2003 ou le printemps 2004, en suivi au Forum social mondial de Porto Alegre. Notre participation à cette activité, qui devrait se tenir à Montréal, sera une occasion extraordinaire de poursuivre notre réflexion et notre engagement pour un monde plus solidaire. Le CISO est associé à la préparation de ce forum.

Comme l'an dernier, c'est à la poursuite de cet objectif que je vous convie toutes et tous,

En toute solidarité,

Claire Lalande  
présidente

## Le Conseil d'administration et le personnel du CISO en 2002-2003

- Claire Lalande, présidente  
CSQ Groupe A
- Émile Vallée, vice-président  
FTQ Groupe A
- Chantal Boivin, secrétaire  
FIIQ Groupe A
- Lucie Grandmont, trésorière  
SFPO Groupe A

- Sylvie Bissonnette  
FIIQ Groupe A
- Minerva Gutierrez  
CCMM Groupe B
- André Leclerc  
FTQ Groupe A
- Claudette Lévesque  
Syndicat des infirmières et  
infirmières de Notre-Dame  
Groupe B

- Gabriel Marchand  
CSQ Groupe A
- Marie Marsolais  
Syndicat de l'enseignement de  
la Pointe-de-l'Île Groupe B
- Hugues Saint-Pierre  
FEC Groupe B
- Michel Sawyer  
SFPO Groupe A
- Céline Tremblay-Franche  
Groupe D
- Sonia Trépanier  
SCC-CSQ Groupe B

## Le personnel

- Roger Saucier, Coordonnateur
- Micheline Jalbert,  
Chargée de projets
- Carmen Dupont,  
Chargée de projets

# Les suites de la planification stratégique en 2002-2003

Les discussions sur la Planification stratégique à l'Assemblée générale annuelle de 2002, en plus de la nouvelle définition de la mission du CISO, ont porté sur cinq blocs principaux :

- la sensibilisation et l'engagement ;
- la revendication politique ;
- le financement ;
- le bénévolat ;
- le développement durable.

Compte tenu de la décision du Conseil d'administration de septembre 2002 d'axer les travaux vers les trois volets suivants :

1. la recherche de pistes de financement à long terme ;
2. la poursuite du programme de formation ;
3. le développement de la concertation ;

force est de constater que plusieurs éléments de la Planification stratégique n'ont pas fait l'objet de beaucoup d'attention au cours de l'année.

Cependant, au niveau du bloc *financement*, un comité a été créé par le CA et a émis des pistes de solution. On évalue présentement deux possibilités, soit créer une nouvelle fondation qui appuierait directement les objectifs du CISO, soit signer une entente avec une fondation déjà existante, telle la Fondation Léo-Cormier, qui recevrait les dons destinés au CISO et qui pourrait émettre des reçus pour fin d'impôt. Une décision devrait être prise à ce sujet au cours de notre Assemblée générale annuelle.

Les membres du Comité exécutif devront également poursuivre au cours de l'année 2003-2004, le recrutement de membres provenant des groupes A et B. Enfin, le Programme de soutien aux organismes d'éducation populaire autonomes (PSEPA) du ministère de l'Éducation du Québec a été aboli et les fonds transférés dans différents ministères. Pour le CISO, un nouveau programme l'a remplacé, le Programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coo-

pération internationale (PAM) au sein du ministère des Relations internationales. Le CISO est assuré d'un financement triennal 2002-2005.

En ce qui concerne le bloc *sensibilisation et engagement*, on doit dire que l'information et la formation ont fait l'objet d'une attention particulière au cours de l'année. Grâce à l'appui de nos bénévoles, le CISO a pu créer et diffuser largement une toute nouvelle session de formation sur la ZLEA et produire cinq cassettes vidéo de qualité professionnelle et cinq fiches thématiques sur la mondialisation.

Avec l'appui d'un stagiaire en communication, nous avons pu créer un fichier informatique de tous nos membres, ce qui a facilité et accru nos informations d'actualité à leur endroit. Ce bloc de la Planification stratégique a donc connu un développement intéressant. Cependant beaucoup reste à faire. En effet, les fonds propres du CISO pour les projets de coopération diminuant constamment, les sommes en provenance de l'ACDI pour des travaux d'éducation et les stages décroissent d'autant. Donc, les fonds font toujours défaut pour l'engagement d'une personne en information.

À l'intérieur du bloc *revendication politique*, la Planification stratégique stipule que le CISO doit maintenir son lien avec l'AQOCI, avec le ROIC, etc. Or, non seulement le CISO a été présent et actif au sein de ces regroupements, mais il a été impliqué depuis les débuts au sein du Collectif Échec à la guerre.

On le constate, beaucoup des travaux planifiés dans le cadre de la Planification stratégique ont été accomplis. Cependant, au cours de l'année 2003-2004, on devra donner un deuxième souffle à cette planification à long terme et des décisions devront être prises pour assurer un financement additionnel et permanent au CISO qui en sera à sa vingt-neuvième année d'existence.

# La formation au CISO en 2002-2003, une belle réussite

L'année 2002-2003 a été caractérisée par deux réalisations importantes : la fin de la production des capsules vidéo et des fiches thématiques sur la mondialisation et la création d'une toute nouvelle session de formation sur le projet de traité de libre-échange pour les Amériques (ZLEA).

## Les capsules vidéo

On se rappellera que lors de l'Assemblée générale annuelle de l'année passée, nous avons présenté quelques exemplaires de cassettes vidéo aux membres présents. Mais, ces capsules n'avaient pas encore leur présentation définitive. Les réactions avaient été très favorables et, en même temps, on nous avait soumis des commentaires fort pertinents en vue de leur amélioration. Avec l'appui du comité de formation, nous avons donc consacré nos énergies à terminer l'ensemble de cinq vidéos.

En même temps, nous avons complété l'impression des cinq fiches thématiques destinées à accompagner les projections de chacune des capsules vidéo. Encore là, le travail a été fait en relation avec les membres du comité de formation du CISO qui apportaient leurs précieux commentaires au fur et à mesure de la démarche.

L'ensemble de la production des vidéos et des fiches thématiques a été terminée en mars 2003. Nous avons donc procédé au lancement public de toute notre production d'outils vidéo sur la mondialisation le 10 avril dernier. À cette occasion, une cinquantaine de personnes issues de nos membres, des milieux d'où provenaient les intervenants dans les capsules ainsi que des maisons de

production ont assisté avec intérêt. Nous avons pu saisir l'ampleur des travaux réalisés sur la mondialisation et leur utilité pour la formation de nos membres et du public en général.

## Une session de formation sur la ZLEA

En même temps que se réalisait ce travail, le CISO était interpellé par les travaux de la Consultation populaire au Québec sur l'opportunité de signer ou non un traité de libre-échange pour les Amériques. Comme bon nombre de nos membres se sont montrés intéressés à participer à cette activité qui se réalisait aussi dans un certain nombre de pays des Amériques, nous avons convenu de la grande importance d'avoir en notre possession un outil de formation sur ce que sera ce futur traité de libre-échange, sur ses effets à long terme sur les populations, sur l'environnement, etc. Au cours de l'automne, en accord avec le conseil d'administration et appuyé par le comité de formation, nous avons élaboré un nouvel outil de formation portant sur plusieurs volets de cet important traité de libre-échange.

Cette session a connu un succès immédiat. Non seulement, elle a été donnée à de nombreuses occasions chez nos membres devant des centaines de personnes, mais elle a été donnée au sein du milieu populaire, des ONG, etc. Le Cahier du participant dans lequel on retrouve le contenu de cette session de formation, a déjà été diffusé à des milliers d'exemplaires. Concernant la production de cet outil d'actualité et de grande qualité, on se doit de souligner l'apport considérable de deux bénévoles du CISO, Sylvie

Bissonnette et particulièrement André Marcoux, qui ont mis des jours de travail à faire de cet instrument un outil de formation indispensable sur la ZLEA. Nous leur devons toute notre reconnaissance.

- Nombre de sessions de formation données par le CISO : sur les droits humains, sur la mondialisation et sur la ZLEA : 21 rencontres de formation.
- Nombre de personnes touchées directement par nos sessions : 947. Ceci n'inclut pas les dizaines de rencontres de formation données par nos formatrices et formateurs dans leur milieu, un peu partout au Québec.
- Nombre de capsules vidéo mises en circulation : 153 cassettes vidéo.
- Nombre de fiches thématiques diffusées : plus de 1 000 exemplaires.

## Les membres du comité de formation en 2002-2003 :

Lyne Bergeron, SFPO  
Sylvie Bissonnette, FIIQ  
Lucille Auger, FIIQ  
Hugues Rondeau, CCMM  
Sylvie Perron, CCMM  
Jean Sylvestre, FTQ  
Esther Désilest, FTQ  
André Marcoux, retraité  
Micheline Jourdain, retraitée  
Roger Saucier, CISO

## « La formation et l'organisation des travailleurs à la frontière nord du Mexique » .....

Ce projet se situe au sein de la plus vaste zone franche du Mexique, celle de la ville de Juarez. Cette zone comprend environ 350 usines réparties dans seize parcs industriels différents. On estime à 230 000 le nombre actuel de travailleuses et de travailleurs dans cette zone.

Depuis 1994, cette région a connu une croissance annuelle accélérée de 10 % du nombre de ses usines. Cependant, depuis 2001, on a observé une diminution importante du nombre des entreprises (30 %) à cause de la récession économique aux États-Unis. C'est ainsi que plusieurs maquiladoras, surtout dans les secteurs de l'automobile et de l'électronique, ont réduit et même cessé leur production. Cela a eu pour conséquence de diminuer le nombre d'emplois et d'accroître le taux de chômage qui, de 0,8 % qu'il était en 2000, est passé à 3,2 % en 2003.

Le CISO appuie ce projet depuis maintenant quatre ans. Son partenaire mexicain est le Centre de recherches et de formation sur le travail (CETLAC), créé par le Front authentique du travail (FAT) en 1998.

Au cours de l'année qui s'achève, le CETLAC a poursuivi son information aux droits du travail et à la syndicalisation démocratique en distribuant des milliers de dépliants aux travailleurs à la sortie des usines ; il a également continué sa formation et son encadrement au syndicat démocratique qu'il a suscité dans une usine de 1 500 travailleurs, propriété de la multinationale américaine Johnson & Johnson. Ces travailleurs ont renégocié une convention collective obtenant des gains de l'ordre de 8,5 % en salaires et avantages sociaux, ce qui est quasi inexistant dans les autres maquiladoras. Le centre a aussi continué son programme de

formation à des travailleuses et travailleurs d'autres usines, il a mis sur pied une association de cireurs de souliers et a consolidé une autre association de quartier, l'Association des vendeurs ambulants.

Finalement, le CETLAC se distingue pour son appui à la mise sur pied et à la consolidation de nombreuses associations de femmes qui luttent pour leurs droits et le respect de leur intégrité et de leur vie au sein de cette ville d'une très grande violence. Avant la mise sur pied du CETLAC, aucune de ces associations ou aucun de ces regroupements de femmes n'existait dans la région.

Ce projet se terminera au cours de l'année 2003. Au cours de 2003-2004, le CISO devrait faire du renouvellement de son appui au CETLAC une priorité.

## Les publications du CISO en 2002-2003

- Rapport stage au Mexique : Vers où nous mène la mondialisation ?
- Jeunes professionnels au Mexique : DALE ! DALE ! LA ESPERANZA
- Les peuples des Amériques en marche contre la ZLEA

### Capsules vidéo

1. « La face cachée de la mondialisation, l'univers du travail » (23 min.)
2. « La lutte des travailleurs à la Mex Mode, un exemple de solidarité internationale » (12 min. 30 sec.)
3. « Nos fonds de pension et nous... » (24 min.)
4. « Consommer, c'est voter » (15 min.)
5. « Goutte que coûte », la lutte de l'eau au Québec, un exemple de démocratie citoyenne (16 min.)

### Fiches thématiques

- Fiche n° 1 : La face cachée de la mondialisation... l'univers du travail
- Fiche n° 2 : Solidarité syndicale internationale : la lutte des travailleuses et travailleurs de Mex Mode
- Fiche n° 3 : Utilisation solidaire des fonds de pension
- Fiche n° 4 : La consommation socialement responsable
- Fiche n° 5 : La démocratie par les groupes de citoyens

- Solidarité en bref / CISO Actualité

Ces publications sont disponibles au :

Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

565 rue Crémazie Est, Montréal QC H2M 2V6

Téléphone : 514-356-8888 • Télécopieur : 514-356-0475

Courriel : ciso@cam.org • Site web : www.cam.org/~ciso

# Les projets de coopération internationale du CISO en 2002-2003

## Formation des travailleurs à Cuba

La Centrale de travailleurs cubains (CTC) entame la deuxième année de la mise en œuvre des activités de formation de dirigeants syndicaux cubains dans le cadre économique et des nouveaux défis du syndicalisme international. Le projet vise à réaliser des actions coordonnées sur l'ensemble du territoire de l'île : séminaires, conférences, rencontres théoriques et pratiques, afin de préparer les dirigeantes et dirigeants syndicaux cubains de tous les niveaux de direction, à être des agents actifs de changement que l'on exige dans la gestion des entreprises cubaines.

La toute première étape consistait à la conception et la préparation du cadre du programme de l'École Lazaro Peña qui a permis d'incorporer les thèmes qui seront enseignés aux dirigeants syndicaux. Cette étape a été réalisée à 100% et l'application du programme a débuté en janvier 2003.

Quelques résultats obtenus jusqu'à maintenant :

- visite de 140 entreprises dans les différentes provinces du pays dans le but d'examiner les manques existants dans le matériel de formation syndicale ;
- adaptation du programme de formation ;
- élaboration de trois types de documents pour l'impression : lexique des termes économiques, politique de l'emploi, législation sur les politiques économiques ;
- six rencontres provinciales réalisées ;
- 352 dirigeants syndicaux ont été formés à la gestion des entreprises dans six provinces. Les dirigeants qui ont participé à la formation œuvrent aux niveaux provincial, municipal et dans les bureaux syndicaux du perfectionnement de la gestion de l'entreprise.

Les travailleuses et travailleurs ont été impliqués dans la programmation de la formation. Les dirigeants des provinces sélectionnées sont les formateurs qui formeront plus de 12 000 dirigeants de la base entre février et décembre 2003.

Une évaluation terrain est prévue au tout début de l'automne 2003. Par la même occasion le CISO élaborera, avec son partenaire, les activités d'un prochain stage.

## Consolidation de la société civile en Haïti, la défense et le respect des droits fondamentaux

Plus d'une année a été couverte dans la phase II de ce projet. Au cours de cette période l'Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL) a poursuivi différentes activités : des séances de formation sur les droits sociaux et économiques, contribution à certaines initiatives de mobilisation des organisations partenaires, mise en place du cadre pour la parution du cahier sur la problématique des droits humains et l'enregistrement des émissions de radio. Pendant l'été 2002, l'ICKL a pris un temps d'évaluation de ses actions de concert avec ces partenaires de terrain. L'aggravation de la misère des masses a été un point central de cette évaluation. En guise de réponse, un axe stratégique dans la programmation de l'année 2003 a été retenu, la lutte contre la misère.

La situation économique de la population se précarise de plus en plus. Le chômage atteint plus de 60 % de la population active. La décote de la gourde se poursuit, elle est passée de 25 gourdes pour 1 \$ US au début du projet, à maintenant 45 gourdes. Comme impact, on assiste à la hausse des prix des produits de première

nécessité. À la fin de l'année le prix des produits pétroliers a été majoré jusqu'à 90 %. La situation des droits humains, au cours de cette même période, tant du point de vue des conditions d'existence de la population que du respect des droits civils et politiques, s'est vraiment détériorée. Les journalistes sont menacés, le meurtre de Jean Dominique reste toujours impuni et dernièrement Michelle Montas a dû fermer la station Radio Haïti et se réfugier aux États-Unis après avoir été victime d'une tentative d'assassinat où un de ses gardes du corps a été tué.

Certains des partenaires directs et indirects ont été touchés par cette montée systématique de la violence. L'ICKL a encouragé et trouvé des réponses appropriées à travers la Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains. C'est le cas pour le dossier des paysans de Guacimal où l'ICKL a contribué activement à la lutte pour la libération de ces syndicalistes.

Le projet, appuyé par l'ACDI et la Fondation Roncalli, se terminera en décembre 2003.

# Les projets recevant l'appui de Solidarité Canada Sahel

Au cours de l'année écoulée, le CISO a continué d'appuyer une organisation syndicale au Niger, le Syndicat des enseignantes et enseignants du Niger (SNEN). Ce projet se situe dans le cadre du Programme de renforcement de la société civile au Sahel financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et géré par Solidarité Canada Sahel (SCS). Il vise à contribuer au renforcement de la société civile dans trois pays du Sahel soit le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Le SNEN (14 500 membres) a profité du partenariat CISO/CSQ au travers du projet d'appui institutionnel. Plusieurs activités ont été réalisées et complétées avec succès :

Renforcement de la structure organisationnelle :

- création d'une équipe nationale de formatrices et formateurs représentant toutes les régions du pays ;
- formation en gestion (élaboration du plan

comptable, budgétisation et suivi, gestion du temps et des priorités etc.) pour le secrétariat permanent, les membres du Bureau exécutif national (BEN), les membres de la Commission de contrôle des affaires financières (CCAF) et les coordonnateurs régionaux ;

- formation au leadership pour les responsables féminins du BEN et des sections ;
- formation à la tenue du fichier des membres.

Renforcement de la base de représentation sociale :

- création d'un Réseau pour les femmes enseignantes du Niger (REFEN) ;
- installation de moyens de diffusion de l'information pour les régions.

Renforcement des capacités d'intervention :

- réalisation d'un atelier sur la réforme scolaire avec les enseignantes et les ensei-

gnants, les parents d'élèves et les intervenants du milieu ;

- revalorisation de la fonction enseignante par des conférences/débats dans les régions et par l'édition spéciale du journal *L'École nigérienne* sur le rôle et les devoirs de l'enseignant ;
- formation sur la mondialisation, la démocratie et les droits du citoyen pour les militantes et militants du SNEN aux niveaux local, régional et national ;
- formation sur les stratégies d'influence pour les membres du BEN.

Les résultats obtenus au cours des deux ans d'appui institutionnel ont permis au SNEN d'améliorer ses capacités de regrouper ses membres, de les motiver et d'être un acteur important dans le développement de la société civile au Niger.

## Stage international pour les jeunes CISO / RORAC / ACDI • CISO / MBDHP / ACDI

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, sept jeunes stagiaires professionnels ont appuyé deux organisations du Sud : la Fundacion Roberto Oliveros Rivas N.C. (RORAC) au Mexique et le Mouvement burkinabé des droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP) au Burkina Faso. Les projets réalisés se situaient dans les domaines de l'agriculture écologique et de la démocratie/droits humains. Les stages se sont déroulés d'octobre 2002 à avril 2003.

### Burkina Faso, État de droit ?

Au Burkina Faso, les droits humains sont devenus l'une des préoccupations majeures de la population, particulièrement depuis l'assassinat en décembre 1998, du journaliste indépendant Norbert ZONGO et de ses trois compagnons d'infortune. Lorsqu'il est question des droits humains et de la démoc-

ratie, le Burkina présente deux tableaux. L'un officiel, avec son multipartisme, la séparation des pouvoirs, sa Constitution et ses lois et règlements qui semblent accorder un grand respect aux droits de la personne. L'autre, qui malheureusement, se traduit autrement dans la réalité burkinabé. En effet, de nombreuses violations sont perpétrées chaque année; il existe une liste non exhaustive de 118 victimes de l'intolérance politique recensées depuis 1982. Cette liste comprend des traitements inhumains et dégradants impliquant de la torture, des exécutions sommaires et extrajudiciaires, des licenciements massifs du fait des privatisations commandées par la Banque Mondiale et le FMI, des épidémies, des pandémies, la manipulation du scrutin électoral, etc. La situation des droits humains au Burkina Faso a certes évolué depuis la période coloniale, mais de

grandes améliorations restent à faire pour plus d'épanouissement de la population.

Le rôle de la société civile qui exerce un contre-pouvoir et une pression sur le régime de la IV<sup>e</sup> République du Président Blaise COMPAORÉ, est capital pour un meilleur enracinement de la culture démocratique et de la lutte contre l'impunité. Heureusement, l'influence de ce contre-courant est de plus en plus forte, notamment avec l'existence d'organisations démocratiques de jeunes, de femmes, de travailleurs, d'intellectuels, etc. Cela contribue à l'amélioration de la promotion, de la protection et de la défense des droits humains au Burkina Faso et sur le continent africain en général. En définitive, les droits humains sont à la fois consacrés et à la fois bafoués au Burkina Faso.

Marjorie Houle, stagiaire

# Un cinquième stage au Mexique réalisé en juillet 2002 .....

Le groupe était composé de quatorze participantes et participants provenant de la CSQ, du CCMM, de la FIIQ, de la FTQ et du SFPO.

Ce séjour avait pour but de faire comprendre les effets de la mondialisation dans ce vaste pays qui appartient à la zone de l'ALENA. Les stagiaires ont eu l'occasion de rencontrer des travailleurs qui luttent pour leur syndicalisation dans la capitale du pays. Ils ont aussi visité des syndiqués et syndiqués dans deux zones franches, celle de Juarez au Nord et celle de Puebla à l'Est de Mexico. Les travailleurs de l'usine Mex Mode de Puebla ainsi que ceux de Johnson & Johnson de Juarez ont obtenu de faire reconnaître leur syndicat démocratique à la suite de longues luttes. Ils ont pu également échanger avec des travailleuses et travailleurs qui ont été congédiés pour avoir voulu se donner un syndicat démocratique au sein de leur maquiladora, une des plus répressives de la zone de Juarez au Nord.

Dans la région agricole de Temamatla des paysannes et des paysans leur ont fait voir les conséquences néfastes de l'entrée de leur pays au sein de l'ALENA. Les stagiaires ont rencontré des femmes admirables qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits, pour leur intégrité physique et pour que cessent les assassinats dont elles sont victimes. Ils ont également discuté avec une représentante d'un centre des droits humains à Mexico où une de leur avocate, Digna Ochoa, a été assassinée au cours de l'année. Ses poursuites mettaient en cause des leaders politiques corrompus de la capitale.

En dépit de l'ALENA, les stagiaires ont partout constaté l'accroissement de la pauvreté et de la violence. Ils ont aussi observé que leurs partenaires les États-Unis ont tous les

droits et que les Mexicains doivent subir et obéir. Qui plus est, même en dépit de salaires moyens dans les maquiladoras de 7 à 9 \$ canadiens, (environ 5 % de la population active est employée dans les zones franches), d'importantes multinationales se sont déplacées ou préparent leur déplacement vers la Chine où les salaires sont de l'ordre de 1 \$ et moins par jour.

Tous les bénéficiaires du libre-échange vont aux leaders de leur pays et aux compagnies transnationales. Par contre, les travailleurs, les paysans, les femmes ou les autochtones de ce pays, pour tant si riche, vivent le chômage, la pauvreté, la violence, l'incertitude et la répression.

## Échange entre syndiqués d'une importante maquiladora américaine au Québec

Des travailleurs de l'usine américaine Johnson & Johnson à Juarez se sont donnés un syndicat démocratique il y a deux ans. Ils sont 1 500 employés dans cette usine de production d'instruments chirurgicaux exportés aux États-Unis. On peut dire qu'il est

le premier syndicat démocratique de cette vaste zone de 350 usines maquiladoras. Lors du stage du CISO en juillet dernier, des syndiqués du Québec de la même usine américaine les ont rencontrés et ont longuement échangé avec eux. Comme la naissance d'un vrai syndicat démocratique est une première dans cette zone, tout est à construire, ils ont tout à apprendre.

Les travailleurs de Johnson & Johnson de Montréal ont donc invité deux membres de leur comité exécutif à passer 10 jours à Montréal et à suivre en quelque sorte une formation de base. Ils ont donc assisté aux séances réelles de négociation avec leur employeur. Ils ont aussi participé aux travaux des comités de santé et sécurité, au comité de griefs, etc. Ils ont par la même occasion visité d'autres organisations syndicales québécoises. Bref, ils sont repartis la tête remplie de projets à proposer à leurs consœurs et confrères de Juarez.

Cependant, le plus important, des liens se sont tissés durablement entre travailleurs d'une même compagnie au Nord et au Sud.



De gauche à droite : Amador Moralez, secrétaire aux conflits, Minerva Gutierrez, du Conseil d'administration du CISO, Ausencio Martinez, secrétaire général.